



CTPD du Val d'Oise

Aucune fermeture de poste! Ce n'est pas négociable...

La CGT, avec l'ensemble des personnels refuse toutes les fermetures de postes et les fermetures de services dans le Val d'Oise. Le CTP qui devait se tenir le 28 avril dernier a montré la qualité du dialogue social dans le département, puisque son président, par ailleurs directeur départemental, n'a pas jugé utile de respecter le cadre minimal du CTP en ne désignant pas de secrétaire de séance (donc, pas de compte rendu) et en inventant un nouveau mode de vote qui visait à cacher l'absence d'accord du collègue « administration » par ailleurs décimé!

Quand on se moque des instances de dialogue social c'est que l'on méprise les personnels. Ce CTP, pour la CGT est réputé non valide : Soit son président se décide à le re-convoquer, soit nous ferons constater qu'il ne s'est pas tenu régulièrement comme nous en avons déjà informé la direction régionale et le ministère qui est en charge du respect de la « Charte du dialogue social » signée il y a un an entre le Ministre et les Syndicats...

A la CGT, nous ferons tout pour empêcher les fermetures de postes, parce qu'elles ne sont pas inéluctables comme voudrait le faire croire la DD du Val d'Oise... La preuve, Après 48 heures de grève à l'initiative de la CGT sur l'Ile de la Réunion, le CER qui devait fermer au 30 juin, ne ferme plus !!! La preuve, depuis le courrier des directeurs de l'Essonne, la casse sociale est suspendue dans ce département...

Dès que l'on crée un véritable rapport de force, l'administration tergiverse et souvent recule. La stratégie de la CGT est simple, tout ce qui ne sera pas fermé en mai 2012 à une chance d'être pérennisé, mais ce qui sera fermé ne sera sans doute jamais ré-ouvert. Nous sommes donc engagé avec les personnels dans un combat pour gagner du temps et obliger l'administration à s'expliquer devant les partenaires (Élus, Préfets, Magistrats) ou à passer en force...

Au-delà du Val d'Oise, les unités de Houilles, Montélimar, Saintes, Bergerac, Fréjus, Brignoles, Guéret, Redon sont en danger et se battent elles aussi...

Dans ce département, Nous n'oublions que la fermeture de Persan vient après celle des foyers d'hébergement d'Argenteuil et d'Herblay elle vient aussi après les fermetures de postes en DD ou la casse de l'insertion...

Pour fermer les postes, la PJJ innove, elle a d'abord redéployé ses personnels avant d'en informer le Préfet, le Conseil Général, les Magistrats qui ont pourtant leur mot à dire, voire un avis à donner selon les lois de la République. Pour **nous le combat continue :**

1/ Parce que le 4 mai la DD 95 devra s'expliquer devant les magistrats du TGI de Pontoise, parce que la Cour d'Appel est mobilisée, parce que le Conseil général intervient en ce moment même auprès des instances...

2/ Parce que le projet est totalement incohérent, il va mettre des centaines de jeunes et de familles en danger (Celles de Persan et de Goussainville)...

3/ Parce que c'est n'importe quoi, puisque le bail de location des locaux de Persan et de Goussainville n'ont pas été résiliés, qu'aucun local n'est disponible sur Sarcelles et que le Maire de Sarcelles n'a rien à proposer à la PJJ...

La direction départementale espérait sans doute casser sans résistance. **A la CGT nous ne lâcherons rien,** parce que si nous cédon, l'an prochain d'autres postes seront en danger au nom des ratios et que se profile la fermeture de 30 EPE pour créer 20 CEF...**l'administration doit comprendre que toute fermeture sera pour elle une épreuve épuisante. Alors, les bons élèves (de la Casse) réfléchiront peut-être !**